

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/GC/W/506

G/RO/W/96

16 juillet 2003

(03-3860)

Conseil général
Comité des règles d'origine

Original: anglais

OBSERVATIONS CONCERNANT LA PROPOSITION DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE SUR LA QUESTION DES CONSÉQUENCES

Communication de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

Les Missions permanentes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 juillet 2003.

1. Nous exprimons ci-après nos préoccupations concernant la proposition du Président du CRO relative aux conséquences, reproduite aux pages 4 et 5 du document JOB(03)/132.

2. Le paragraphe 2 de la Règle générale 1 de la proposition relative aux conséquences dispose ce qui suit:

"2. Les règles d'origine établies par la présente annexe seront appliquées de manière égale aux fins visées à l'article premier, paragraphe 2, de l'Accord sur les règles d'origine, lorsqu'un Membre est tenu ou, faute d'obligation, lorsqu'il décide délibérément de déterminer le pays d'origine d'une marchandise dans le cadre de l'application d'un accord figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC. Toutefois, les règles d'origine de la présente annexe seront sans préjudice des droits et des obligations des Membres concernant l'application d'instruments non préférentiels de politique commerciale."

3. Prendre un exemple, comme l'Accord antidumping, permet d'explicitier la première phrase. L'Accord antidumping dispose qu'un Membre peut utiliser soit le "pays d'origine", soit le "pays d'exportation" pour déterminer l'origine. Dans ce cas, un Membre pourrait choisir d'utiliser le critère du "pays d'exportation", ce qui lui éviterait d'avoir à appliquer les règles harmonisées. Toutefois, dans certains cas (par exemple, lorsqu'une marchandise transite par un pays tiers ou n'est pas produite dans le pays d'exportation), le Membre serait tenu d'utiliser le critère du "pays d'origine". Dans ce cas, il serait obligé d'appliquer les règles harmonisées.

4. On ne voit pas très bien ce que signifie la deuxième phrase. Les "règles d'origine utilisées dans les instruments non préférentiels de politique commerciale" sont définies à l'article premier (paragraphe 2) de l'Accord sur les règles d'origine comme étant les règles utilisées pour l'application du traitement NPF, du traitement national, des listes de concessions, des marques d'origine, des contingents, des droits antidumping et compensateurs et des mesures de sauvegarde. On pourrait interpréter la deuxième phrase comme excluant certaines mesures du champ d'application de l'Accord sur les règles d'origine. Nous nous demandons si cela signifierait que, même si un Membre choisissait, ou était tenu, de déterminer l'origine, par exemple d'utiliser le critère du "pays d'origine" établi dans l'Accord antidumping, les règles d'origine harmonisées n'auraient pas à être utilisées.

./.

5. Nous estimons que la deuxième phrase pourrait donner aux Membres toute latitude de choisir de quelle façon appliquer les règles harmonisées. Selon nous, cela est aussi en contradiction avec la première phrase du texte proposé et avec le paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord sur les règles d'origine.

6. Ce libellé nous préoccupe énormément. Nous proposons soit de supprimer la deuxième phrase, soit de la modifier pour reprendre le libellé original de la proposition du Brésil en incluant la modification proposée par l'Australie, à savoir "de façon compatible avec les droits et obligations découlant des Accords de l'OMC". La deuxième phrase du paragraphe 2 disposerait donc ce qui suit:

"Les règles d'origine de la présente annexe s'appliqueront de façon compatible avec les droits et obligations découlant des Accords de l'OMC."
